

Reportage

Un gigantesque panache de fumée surplombe la banlieue sud de Beyrouth (Dahieh Janoubyé), après une série de raids aériens par l'armée israélienne, le 19 octobre 2024. (© Arthur Fouchère)





Le Liban à nouveau meurtri par une guerre entre Israël et le Hezbollah

Alors qu'un fragile cessez-le-feu a été signé le 26 novembre entre Israël et le Hezbollah, retour sur l'opération « Flèches du Nord », lancée le 23 septembre 2024 par l'armée israélienne au Liban.

Pris entre le marteau israélien et l'enclume de la milice chiite pro-iranienne, les Libanais voient ressurgir les démons des guerres passées et voient une nouvelle fois leur pays détruit.

Samedi 19 octobre 2024. Il est environ 15 h 30 lorsque la banlieue sud de Beyrouth, Dahieh Janoubyé, est éventrée par plusieurs frappes aériennes israéliennes dans le quartier de Haret Hreik, bastion du Hezbollah, qui jouxte la capitale libanaise. Une heure plus tard, de nouvelles frappes, dont une extrêmement puissante, transpercent à nouveau les faubourgs de Beyrouth ainsi que les abords de l'aéroport international Rafic Hariri, situé à seulement six kilomètres de l'entrée de Beyrouth, laissant apparaître de gigantesques panaches de fumée. Au cœur de Beyrouth, dans le quartier de Forn El Chebbak, à trois kilomètres à vol d'oiseau des quartiers sud, les violentes secousses provoquées par les explosions font ressurgir les angoisses refoulées des habitants.

Après seulement trois jours d'accalmie à Beyrouth, l'offensive israélienne sur la ville a repris de plus belle. Elle s'est poursuivie avec la même intensité pendant la nuit et pendant les semaines suivantes. En guise d'avertissement, le bourdonnement incessant des drones israéliens avait repris, maintenant les Beyrouthins dans un stress permanent. Une dizaine d'explosions secouaient quasi quotidiennement les quartiers chiites de l'agglomération.

« L'histoire de mon pays bégaye. J'ai connu la guerre des années 1980, et celle de 2006. C'est comme une punition. Le Liban est maudit ! », confie une mère de trois enfants des quartiers est de Beyrouth abasourdie par la vision de sa ville natale noyée dans une épaisse fumée grise. Si ce nouveau conflit entre

Par **Arthur Fouchère**,
grand reporter indépendant.

Photo ci-dessus :

Décombres de la frappe israélienne du 10 octobre 2024 sur un immeuble résidentiel dans le quartier de Basta el-Faouqa, en plein cœur de Beyrouth. Le bilan est lourd : 22 morts civils et 117 blessés. Photo prise le 13 octobre 2024. (© Arthur Fouchère)

Photo ci-dessous :

Centre-ville de Beyrouth, au Liban, le 28 septembre 2024. Les familles déplacées de la banlieue sud de Beyrouth ont quitté la zone après des frappes aériennes israéliennes. (© Xinhua/Bilal Jawich)

l'État d'Israël et la branche armée du Hezbollah a véritablement débuté le 8 octobre 2023 — avec les tirs de roquettes de la milice islamiste chiite pro-iranienne sur le Nord d'Israël ⁽¹⁾ au lendemain des massacres de 1 180 civils israéliens (auxquels il faut ajouter 3 200 blessés) et la prise d'otage de 251 personnes, perpétrés par le Hamas dans les kibboutz longeant la bande de Gaza — cela fait deux mois que le Liban est entré en véritable état de guerre. Le lancement le 23 septembre 2024 de l'opération « Flèches du Nord » par Tsahal a initié une campagne de bombardements massifs de la part de l'armée israélienne sur l'ensemble du territoire libanais suivie, une semaine plus tard, d'une incursion progressive au sol, le long de la frontière avec Israël, au sud du fleuve Litani.

les enfants, le payent de leur vie. C'est l'application de la « doctrine Dahiya » ⁽²⁾. Théorisée en 2008, après la guerre de 2006, par le général israélien Gadi Eizenkot, elle justifie et revendique un usage disproportionné de la force contre des cibles ennemies, même en zones civiles, pour affaiblir les ennemis de l'État hébreu et les dissuader de lancer de futures attaques.

Les cibles de Tsahal sont multiples : les cadres du Hezbollah, leur stock d'armes, les rampes de lancement de roquettes et les centres logistiques et financiers, à l'instar de la société financière Al-Qard al-Hassan, affiliée au Hezbollah, bombardée dans la nuit du 20 au 21 octobre. Le premier objectif de Tsahal fut de créer un choc psychologique au sein du mouvement chiite et de provoquer leur désorganisation. D'abord, en faisant exploser les bipeurs et talkies-walkies de ses membres les 17 et 18 septembre. Puis, en décapitant ses hauts responsables retranchés à Dahieh, notamment Ibrahim Aqil, commandement en chef puis, surtout, Hassan Nasrallah, le secrétaire général et leader historique de la mouvance, grâce à des frappes de missiles anti-bunkers d'une puissance inouïe.

“ Le centre de Beyrouth, désormais surpeuplé et où d'interminables rangées de voitures sont garées anarchiquement en double file, est plus que jamais vulnérable depuis que certains cadres du Hezbollah y ont trouvé refuge au milieu du flot des familles déplacées. ”



Assommer le Hezbollah au prix des vies civiles

Depuis le début de cette guerre, les principales villes du Sud du Liban, Nabatieh et Tyr, et les villages le long de la frontière avec Israël, dont certains ont été entièrement dynamités, ne connaissent presque aucun répit. À l'est, les raids aériens se sont acharnés sur la plaine de la Bekaa. Ces deux régions à majorité chiite ont connu un exode massif et soudain de leur population venue se réfugier, dans les premiers jours des bombardements, à Beyrouth et dans le Nord du Liban.

Mais en tuant plus de 20 déplacés civils chiites le 14 octobre dans le village chrétien d'Aïtou (district de Tripoli), où était retranché un cadre du Hezbollah, les frappes de Tsahal ont rappelé qu'aucune zone ne serait épargnée, pas même le Nord. « Nous sommes vulnérables à tout endroit du Liban, quelles que soient notre communauté et notre confession. J'ai peur que les divisions du passé se réveillent », s'inquiète Jad, un restaurateur du centre de Beyrouth qui a vécu l'horreur des combats urbains interconfessionnels lors de la guerre civile de 1975-1990 (150 000 morts).

Le message de l'armée israélienne est clair : frapper très fort et presque partout s'il le faut, pour traquer et anéantir la mouvance du Parti de Dieu. Et tant pis si les civils innocents, les femmes,

Beyrouth : une capitale ciblée

Bien que les frappes sur les immeubles résidentiels de la banlieue sud de Beyrouth soient souvent précédées d'un ordre d'évacuation ⁽³⁾ en langue arabe par le porte-parole de l'armée israélienne Avichay Adraee, la grande majorité des familles chiites de Dahieh ont fui leurs quartiers désormais ravagés et invivables pour se réfugier dans ceux du centre de la capitale, jugés plus « sûrs ». Considérée un temps comme une zone de repli sécurisée, notamment pour les premières vagues de déplacés fuyant le Sud du Liban, Beyrouth a très vite compris qu'elle pouvait être frappée à tout moment, en tout lieu, à toute heure du jour et de la nuit. Mais ici, Tsahal n'a jamais averti, sauf dans les dernières heures du conflit. Depuis le lancement de l'opération « Flèches du Nord », les raids aériens israéliens ont frappé à une quinzaine de reprises la ville de Beyrouth. Les attaques les plus meurtrières et marquantes ont eu lieu dans le quartier de Basta el-Faouqa, en plein cœur de la capitale. Celle du 23 novembre, faisant 29 morts civils, a traumatisé les Beyrouthins. Avant cela, celle du 10 octobre également. Dans une rue étroite de ce quartier densément peuplé, un immeuble résidentiel fut touché et s'est effondré. À côté des gravats, un bâtiment voisin est alors éventré. Un « assassinat ciblé » manqué. Bilan : 22 morts civils et plus de 100 blessés selon le ministère libanais de la Santé.

D'après le Hezbollah, le responsable de l'unité de liaison et de coordination au sein du parti chiite visé par cette attaque, Wafic Safa, serait indemne. Ce soir-là, Israël a frappé simultanément plusieurs étages d'un autre immeuble, non loin, dans le quartier d'al-Noueiri. Dans le quartier de Bachoura, c'est le siège du

plan gouvernemental. Mais l'État, si faible et impuissant, et toujours sans président de la République depuis octobre 2022 et la fin du mandat de Michel Aoun, doit s'en remettre au soutien des organisations internationales et locales et à l'aide de certains pays occidentaux (4). Active depuis 1997 au Liban, l'ONG

des jeunes enfants réfugiés dans l'école publique Rawdat Burj Abi Haidar, dans ce quartier historique du vieux centre de Beyrouth, près de Basta el-Fauqa.

Le secteur privé fait également preuve de solidarité. Certains restaurants, financés par des associations issues de la diaspora libanaise, distribuent des repas et sandwiches frais chaque matin dans les centres de réfugiés. Malheureusement, il subsiste toujours des déplacés internes dormant dans des conditions épouvantables sur la célèbre place des Martyrs qui fait face à la mosquée Mohammed al-Amine, mais aussi dans les rues, sur la plage ou sous les ponts.

Parmi les 1,2 million de déplacés [selon le gouvernement libanais en octobre 2024], environ 470 000 personnes [selon le HCR en novembre 2024] ont fui en Syrie, via les points de passage de Masnaa et d'al-Qaa, qui furent tous deux bombardés par Israël, justifiés par des craintes de

“ Théorisée en 2008, après la guerre de 2006, par le général israélien Gadi Eizenkot, la « doctrine Dahiya » justifie et revendique un usage disproportionné de la force contre des cibles ennemies, même en zones civiles, pour affaiblir les ennemis de l'État hébreu et les dissuader de lancer de futures attaques. ”

Comité sanitaire islamique qui fut visé. Sept membres de cette association du Hezbollah et deux civils y ont perdu la vie et l'on dénombre 17 blessés. Une semaine plus tôt, le 30 septembre 2024, c'est le très fréquenté carrefour de Cola qui fut le premier percuté, mais de manière très ciblée, avec l'élimination de trois membres du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP).

Le centre de Beyrouth, désormais surpeuplé et où d'interminables rangées de voitures sont garées anarchiquement en double file, est plus que jamais vulnérable depuis que certains cadres du Hezbollah y ont trouvé refuge au milieu du flot des familles déplacées.

Une situation humanitaire désastreuse

C'est au cours des premières 48 heures de la guerre que la majorité des déplacés ont fui, vers le nord. Les plus chanceux ont trouvé refuge chez des membres de leur famille ou des proches, mais ont dû tout laisser derrière eux. « J'habite Dahieh mais j'ai un salon de coiffure dans Beyrouth. Heureusement je peux temporairement y loger avec ma famille et y héberger quelques amis », raconte avec pudeur Hussein, jeune père de famille de confession chiite.

Les déplacés internes, qui dormaient pour la plupart dans la rue et les parcs lors des premiers jours, ont été progressivement pris en charge dans des écoles et hôtels de Beyrouth et au nord, selon un



libanaise Makhzoumi, partenaire de mise en œuvre de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), effectue depuis plusieurs semaines une dizaine de rencontres quotidiennes avec des déplacés pour les épauler. « Nous faisons partie du département d'aide psychosociale auprès des enfants et des femmes vulnérables et nous avons considérablement renforcé nos missions depuis le début de la guerre », explique un travailleur social de la fondation à l'occasion d'un atelier de jeux et coloriages pour

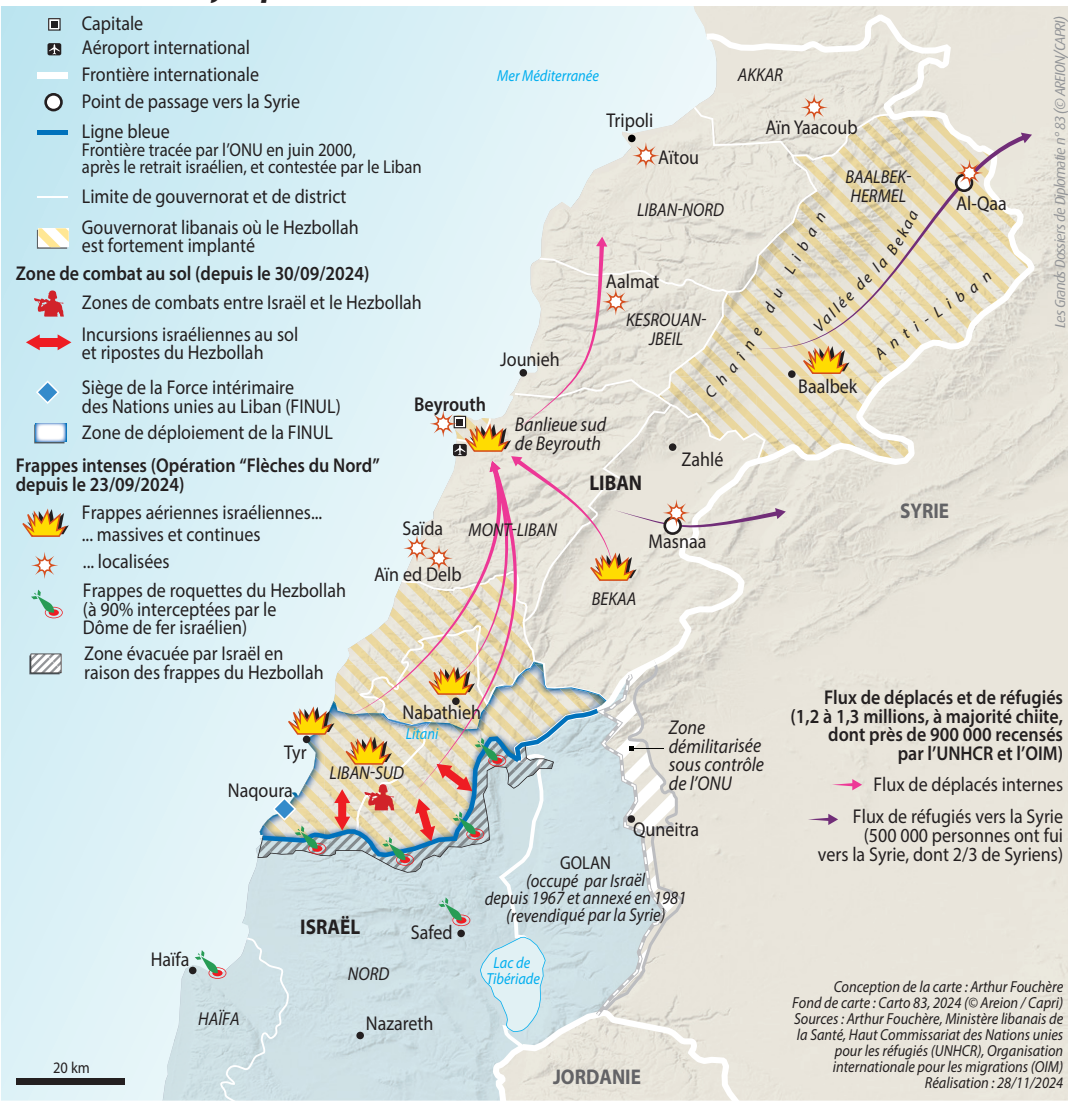
transferts d'armes, obligeant les familles à enjamber les cratères et à s'exposer à des raids aériens pour traverser la frontière. Les deux tiers d'entre eux sont des Syriens qui avaient déjà quitté leur propre pays dès le début de la guerre civile syrienne en 2011 (5).

Parmi eux, deux frères syriens et leurs familles, ayant fui la banlieue sud de Beyrouth, ont trouvé refuge début octobre sur la route surplombant la plage publique de Ramlet al-Baida au nord-ouest de la capitale. « Nous avons fui

Photo ci-dessus :

Portrait d'Hassan Nasrallah entre Dahieh et le centre de Beyrouth, le 12 octobre 2024, deux semaines après sa mort. (© Arthur Fouchère)

Opération « Flèches du Nord » au Liban : dynamique militaire et humanitaire jusqu'au cessez-le-feu du 26 novembre



dans la guerre contre Israël, dans la mesure où l'armée libanaise ne peut défendre son peuple ? C'est actuellement le grand débat au Liban au sein des anti-Hezbollah. Souvent présenté comme un « État dans l'État », le Hezbollah est davantage un État au-dessus d'un non-État. Si la majorité des chiites soutiennent voire admirent un mouvement qu'ils considèrent comme une force de résistance, les chrétiens (catholiques maronites mais aussi Grecs orthodoxes) et une partie des sunnites et druzes aspirent à se débarrasser de ce parti et groupe paramilitaire islamiste, proxy iranien, au passé terroriste, ayant combattu en Syrie en soutien aux forces de Bachar el-Assad durant la guerre syrienne, qui selon eux entraîne une nouvelle fois l'ensemble des Libanais dans une guerre par procuration entre la République islamique d'Iran et Israël sur le territoire national.

Cinq ans après la faillite financière de l'État, quatre ans après l'explosion du port de Beyrouth et la pandémie de Covid-19, une partie des Libanais ne sait plus à quel saint se vouer, coincée entre le marteau israélien et l'enclume d'un Hezbollah qui a plus que jamais les mains libres.

À l'agonie et vouée à sa disparition selon une partie de la population, renforcée et déterminée pour d'autres, la branche armée du Hezbollah contient pour le moment l'incursion terrestre de Tsahal et contre-attaque avec ses roquettes et drones, financée par la République islamique d'Iran et épaulée par le front chiite (Houthis au Yémen, Résistance islamique en Irak).

Contrairement à ce qui peut être dit, le Hezbollah, bien qu'affaibli, est encore extrêmement puissant. Doté d'une branche militaire bien plus puissante et moderne que l'armée libanaise (qui ne prend pas part au conflit et assiste la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, ou FINUL), le Hezbollah conserve un énorme avantage stratégique au sol, dans un Sud-Est du Liban dont il maîtrise parfaitement les reliefs, avec des effectifs importants (au moins 50 000 hommes), des stocks de roquettes et de missiles de longue portée bien dissimulés et un réseau de tunnels très impressionnant, profond et moderne.

En plus de l'influence de sa branche politique, bien qu'il n'ait plus la majorité au Parlement libanais depuis les dernières élections législatives de mai 2022, le Hezbollah a consolidé depuis vingt ans un très important soutien économique,

respectivement Homs et Alep en 2013 et aujourd'hui nous fuions à nouveau le Sud de Beyrouth. Nous sommes des réfugiés permanents et l'État libanais accorde en priorité les refuges aux citoyens libanais », déplorent les deux trentenaires devant leur tente de fortune, qui travaillaient jusque-là tous les deux dans le bâtiment. C'est au cours des deux premiers jours des bombardements, les 23 et 24 septembre, que les Libanais ont payé leur plus lourd tribut. Depuis le 8 octobre 2023, le conflit a fait près de 3 961 morts et 16 520 blessés au Liban (au 28 novembre), en majorité des civils (6).

Côté israélien, le bilan est beaucoup moins lourd, le « Dôme de fer », système de défense aérienne mobile israélien depuis 2010, interceptant l'immense majorité des

centaines de roquettes du Hezbollah lancées chaque jour sur des bases militaires à Haïfa et d'autres localités.

Malgré tout, 45 civils et 76 soldats israéliens ont perdu la vie depuis octobre 2023 (7). L'événement le plus marquant s'est déroulé le 27 juillet sur le plateau du Golan (territoire syrien occupé par Israël depuis 1967) où 12 enfants et adolescents druzes de Majdal Shams ont été tués par des tirs de roquettes attribués au Hezbollah, bien que le groupe paramilitaire dément sa responsabilité dans cette tragédie. Par ailleurs, 60 000 Israéliens ont également dû fuir le Nord d'Israël.

Le Hezbollah riposte dans un climat d'extrême tension

Faut-il ou non soutenir la milice chiite

social et sanitaire auprès des classes moyennes et défavorisées de la communauté chiite. Il a su profiter du vide laissé par une classe politique multiconfessionnelle totalement irresponsable et corrompue, qui a mis le pays à genoux.

Dans ce contexte de guerre, le Hezbollah tente de maîtriser la communication, lui qui possède, à côté de nombreux médias libanais, sa propre chaîne de télévision *Al Manar*. Il conditionne l'entrée des reporters dans les zones qu'il contrôle (Beyrouth-Sud, Sud-Liban) à des accréditations délivrées en amont par les ministères libanais de l'Armée et de l'Information, le tout dans un climat de paranoïa extrême où chaque reporter occidental prenant des photos dans des contextes particuliers (la nuit, quelques minutes après une frappe israélienne) est à leurs yeux un potentiel espion israélien. Avec l'aide de sympathisants du parti allié Amal, certains groupes d'hommes ont même employé la violence physique sur des journalistes belges et libanais (8).

Une stratégie risquée pour Israël

Le 25 octobre dans le Sud-Liban, trois journalistes libanais travaillant pour *Al Manar* et le média pro-iranien *Al Mayadeen* sont morts, délibérément visés par une frappe israélienne (9). En appliquant sa doctrine militaire foudroyante, Israël entend raviver les divisions interconfessionnelles, tout en affaiblissant le Hezbollah dans ses capacités financières d'aide humanitaire auprès des populations chiites, pour retourner l'ensemble de la population libanaise contre le mouvement pro-iranien. Mais cette stratégie sera-t-elle payante à moyen ou long terme ? Rien n'est moins sûr.

Une guerre prolongée mettrait encore davantage en exergue les violations des piliers du droit international humanitaire (10) par une armée israélienne qui, tout en se targuant de mener des opérations ciblées contre le seul Hezbollah, multiplie sans vergogne les crimes de guerre (11), allant jusqu'à menacer de créer au Liban « un nouveau Gaza », à en croire le discours de Benjamin Netanyahu le mardi 8 octobre dans un message vidéo en anglais adressé aux Libanais, menaçant le Liban de connaître « des destructions et des souffrances comme celles que nous voyons à Gaza » s'ils ne se débarrassent pas du Hezbollah.

Depuis début octobre et les bombardements massifs israéliens au Liban, Tsahal a d'ailleurs considérablement repris ses frappes sur la bande de Gaza, visant notamment des camps de réfugiés, tuant des centaines de civils, portant le bilan à 43 000 morts (30 octobre) selon le ministère de la Santé à Gaza, chiffre jugé crédible par l'ONU et même sous-évalué par les organisations humanitaires sur place. Mi-octobre, l'armée israélienne s'en est également pris plusieurs fois aux forces de maintien de la paix de la FINUL, blessant plusieurs soldats, et à l'armée libanaise, suscitant l'indignation au sein de la communauté internationale.

Outre les drames de Basta el-Fauqa au cœur de Beyrouth et celui d'Aïtou, et de bien d'autres localités au Liban où des familles civiles ont perdu la vie, le drame d'Aïn el-Delb, petit village historiquement chrétien peuplé à majorité de sunnites, à une douzaine de kilomètres de la ville de Saïda (ou Sidon), hante encore les esprits. En contrebas de la mosquée, où une grue est en train d'achever le déblaiement des gravats, un silence de mort régnait le 15 octobre. Ici, 70 civils ont perdu la vie le 29 septembre, principalement des familles sunnites, sans qu'aucun membre du Hezbollah ne soit retrouvé dans les décombres de l'immeuble de plusieurs étages qui s'est effondré peu après avoir été touché par un missile israélien.

Doté de capacités de renseignement exceptionnelles, le degré de précision de la technologie militaire de pointe de Tsahal rend le nombre de victimes civiles, totalement disproportionné, difficile à justifier.

Hantés par la guerre civile des années 1980, les Libanais retiennent leur souffle en espérant que le fragile cessez-le-feu, signé le 26 novembre dernier (sous l'égide des États-Unis et de la France), soit respecté par les deux belligérants et débouche sur une paix durable. Tentant de garder espoir, ils savent que leur survie passera par une cohésion inébranlable pour éviter l'effondrement total d'un État, d'un pays, mais aussi d'un idéal.

Arthur Fouchère, le 28/11/2024 (12)

Notes

(1) Justifiés, selon le Hezbollah, par la solidarité au peuple palestinien et en soutien au Hamas jusqu'à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

(2) En référence au nom de la banlieue sud de Beyrouth, Dahieh, quasiment rasée lors de la guerre des 33 jours du 12 juillet au 14 août 2006, qui a fait côté civils plus de 1 000 morts au Liban et 44 morts en Israël.

(3) De quelques dizaines de minutes avant les frappes, mais parfois dans un délai très court, et en pleine nuit ou à l'aube.

(4) Lors de la conférence sur le Liban, le 24 octobre 2024, l'Organisation des Nations Unies a recolté 800 millions de dollars d'aide humanitaire pour le Liban. Le président français Emmanuel Macron a assuré que la participation de la France serait de 100 millions de dollars.

(5) ONU, « Liban : les Casques de l'ONU font face à une situation sécuritaire extrêmement difficile », 25 octobre 2024 (<https://rebrand.ly/1ceee8>).

(6) Selon les données compilées par le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*, recoupant les sources officielles du ministère libanais de la Santé et celles des agences de presse internationales AFP et Reuters.

(7) Selon *The Times of Israel*, au 17 novembre 2024.

(8) Journalistes de la chaîne de télévision belge *VTM*, le reporter Robin Ramaekers et le cameraman Stijn De Smet, le 3 octobre alors qu'ils se rendaient sur les lieux de la frappe israélienne dans le quartier de Bachoura, dans le centre de Beyrouth.

(9) Le 13 octobre 2023, une frappe ciblée a tué un journaliste de Reuters et grièvement blessé, jusqu'à l'amputation d'une jambe, la journaliste de l'AFP Christina Assi. D'après une enquête de l'ONG Reporters Sans Frontières, ils ont été délibérément ciblés.

(10) Principe d'humanité, de précaution, de distinction, de proportionnalité, interdiction des maux superflus.

(11) Le 21 novembre, des mandats d'arrêt ont été émis par la Cour pénale internationale (CPI) contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, l'ex-ministre israélien de la Défense Yoav Gallant, ainsi que l'un des responsables du Hamas, Mohammed Deif, pour crimes de guerre et contre l'humanité.

(12) Reportage réalisé avant le cessez-le-feu et actualisé partiellement le 28/11/2024. Ce texte ne prend donc pas en compte les détails du cessez-le-feu qui vient juste d'être appliqué au moment d'écrire ces lignes.



Photo ci-dessous :

Restes de décombres de l'immeuble qui s'est effondré le 29 septembre 2024 dans le village d'Aïn ed Delb (district de Sidon), à 50 km au sud de Beyrouth, après une frappe israélienne. Soixante-dix civils y sont morts (pour autant de blessés), essentiellement des familles sunnites. Photo prise le 15 octobre 2024. (© Arthur Fouchère)

